Tarif des douanes

Les États-Unis sont un grand pays aux perspectives gigantesques, et je ne suis pas de ceux qui désespèrent de les voir régler certains de leurs problèmes. Car ils y arriveront à mon avis. C'est un grand pays qui le restera. Mais l'expérience canadienne me convient mieux que la leur, et je ne suis pas le seul dans ce cas. C'est ce qui fait que nous sommes Canadiens, et que nous nous efforçons consciemment de sauvegarder l'intégrité nationale du Canada.

Pour les économistes, l'entité canadienne est une sorte d'anachronisme. L'existence d'un pays étiré d'est en ouest dans l'axe d'un chemin de fer ne s'explique pas car, selon eux, nos courants de croissance devraient être orientés nord-sud. Nous avons voulu avoir des valeurs un peu différentes de celles de nos voisins du Sud. Ils nous plaisent comme amis et voisins, mais nous ne voulons pas être assimilés à eux et c'est par un choix délibéré que nous avons voulu être différents. L'étiquette ne fait rien à la chose: lorsque les systèmes fiscaux sont identiques, les systèmes de valeurs le sont également.

Ce qui nous distingue, c'est notre sécurité de la vieillesse, nos allocations familiales, notre assurance-hospitalisation et notre assurance soins médicaux. Ce sont là des choses auxquelles la population américaine n'attache pas autant de prix que nous. Quant à nous nous inclinons à prendre la richesse d'une province pour la redistribuer dans une autre. Nous sommes plus enclin à taxer le riche pour avantager le pauvre. Voilà ce qui nous distingue: ces choses que nos amis du sud n'ont pas voulu faire jusqu'ici, notre système de valeurs que je crois supérieur au leur.

Il est impossible de préserver un système de valeurs à mes yeux préférable et supérieur en s'orientant vers cette sorte de libre-échange. En général, les économistes ne sont pas avarés de solutions mais l'ennui avec eux tient à ce qu'ils n'ont pas été dans la politique. Beaucoup sont brillants, plus brillants peut-être que les politiciens, mais ils ne comprennent pas les réalités politiques et je dirai qu'ils ne comprennent pas les gens. Ils ne comprennent pas l'importance de certaines choses qui n'ont pas de valeur chiffrable. Ce sont là des impondérables qu'on ne peut pas faire figurer sur les tables d'entrée-sortie.

Parlons de choses qui nous semblent importantes, telles que le patriotisme. L'économiste ne reconnaît pas la valeur du patriotisme. Toute personne va favoriser son pays d'origine. Je crois que le même principe s'applique aux sociétés américaines qui ont des succursales dans d'autres pays. On s'attend vraiment à trop lorsqu'on prévoit que tout échange commercial entre le pays où se trouvent les succursales et le pays où des gens sont nés, ou dans lequel la société-mère a ses racines, résulte en une tendance favorable aux pays dans lesquels se situent les succursales. Bien entendu, ils vont favoriser le pays de son origine et d'allégeance en temps de crise.

On comprend fort bien pourquoi il en est ainsi. Lorsqu'ils se retrouvent sur sol étranger, ils sont assujettis aux lois de ce pays étranger. Ils n'ont pas les mêmes droits que les citoyens du pays. Ils n'ont pas les mêmes droits d'immigration au Canada, parce que dans notre pays, nous n'avons pas les mêmes règlements pour les propriétaires qui sont de l'étranger et ceux qui sont d'ici. Nous l'avons fait délibérément par souci des sociétés étrangères qui ont des intérêts au Canada. Lorsqu'elles investissent dans un

pays étranger, elles n'ont ni les mêmes droits, ni la même protection, ni la même influence sur le gouvernement que dans leur pays.

● (1650)

Pour cette raison, elles désirent en plus du revenu normal de leurs investissements la prime qu'elles obtiendraient dans leur pays, grâce peut-être à des manœuvres de couloir auprès du Congrès ou du Sénat. Elles ne peuvent le faire à l'étranger et encourent donc un risque supplémentaire. A cause de ce risque, elles veulent un revenu plus élevé. Il s'ensuit donc, et c'est une autre façon de présenter les choses, que les travailleurs à l'étranger devront travailler pour un salaire inférieur à ceux que la société est prête à verser dans son pays. Cela s'est vu au Canada.

De l'aveu même des sociétés, si elles doivent verser à l'étranger les mêmes salaires que dans leur pays, elles feraient aussi bien de ramener leurs investissements dans leur pays où le danger est moindre et la gestion plus facile. Si leur pays traverse de graves difficultés en matière de chômage et que leur gouvernement fait appel à elles et leur demande de faire preuve de civisme et de continuer leur exploitation pour fournir des emplois, il est certain que, même si elles nourrissent les meilleures intentions du monde envers le pays étranger, elles se sentiront obligées—peut-être pas légalement, mais moralement et pour des raisons patriotiques—de faire plus dans leur pays qu'à l'étranger.

C'est pourquoi, lorsque nous parlons d'unir par le libre-échange des pays comme le Canada et les États-Unis, nous parlons en fait de suicide national. Sous bien des aspects, le libre-échange serait plus acceptable si les pays en question étaient politiquement unis, mais le libre-échange sans lien politique fait surtout ressortir les inconvénients des deux mondes, parce que votre système de valeurs n'est pas réellement différent, indépendant ou distinct de celui du pays avec lequel vous êtes unis. D'autre part, on ne peut pas présenter des instances au niveau politique, et c'est ce qui compte de nos jours.

On rédige des rapports économiques de ce genre depuis que le Canada existe. Bien sûr, ceux qui s'en occupaient à l'époque de sir John A. MacDonald ne se servaient pas de techniques aussi perfectionnées. Ils ne pouvaient pas appuyer leurs arguments sur des chiffres semblables. Je suis certain qu'on se serait moqué d'eux s'ils l'avaient fait, mais, parce que de nos jours, seul un groupe égotique relativement petit a accès à ces chiffres, les autres ne se sentent pas en mesure de se moquer des bêtises que les chiffres représentent. Ces chiffres ne tiennent pas compte des facteurs politiques. Les économistes pensent que le monde est régi uniquement par l'économie. Il ne l'est pas. Malheureusement pour les économistes et leurs chiffres, il y a les gens. Il y a les gens avec leurs désirs, leurs aspirations et le système de valeurs dont les économistes ne semblent pas vouloir tenir compte. Ils semblent considérer ces facteurs comme des bêtises dont il ne faut pas tenir compte lorsqu'on décide ce qu'il faut faire. Ce qu'il faut faire, c'est ce que les gens veulent, ce qu'ils désirent et ce qu'ils espèrent obtenir pendant leur vie dans le genre de société dans laquelle ils espèrent vivre.